

Vannes, le 06/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**STEF LOGISTIQUE BRETAGNE SUD**  
ZI Le Sourn  
56300 PONTIVY

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2023 dans l'établissement STEF LOGISTIQUE BRETAGNE SUD implanté ZI Le Sourn 56300 PONTIVY. L'inspection a été annoncée le 11/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réactive suite à l'accident du 22/09/2023 relatif à une fuite sur une canalisation d'ammoniac dans les combles.

Inspection réalisée en présence de l'inspecteur de l'environnement référent Bretagne pour l'ammoniac, Lionel MALARD.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STEF LOGISTIQUE BRETAGNE SUD
- ZI Le Sourn 56300 PONTIVY
- Code AIOT : 0055602945
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de stockage et de congélation de produits alimentaire d'origine animales

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** Suites accident fuite d'ammoniac

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	information service inspection icpe	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	information service inspection icpe	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	information service inspection icpe	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Contrôle visuel (corrosion...) des canalisations	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 51	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	EDD STEF 2023 paragraphe 4,2,4,2	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	EDD STEF 2023 paragraphe 9,1,2	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	EDD STEF 2023 paragraphe 10,9,6	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	EDD STEF 2023	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
9	stockage sur rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
10	gestion des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 19/01/2007, article 7,1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit justifier de la mise en place des préconisations des rapports de la société Clauger et du rapport au Barpi effectué par la Stef suite à l'accident de la fuite d'ammoniac.

L'étude de danger ammoniac fournie lors de l'accident indique une sortie des effets létaux du site à hauteur d'homme en l'absence de mise en place d'une cheminée d'extraction de 12 m de hauteur. Cette cheminée n'est pas mise en place actuellement.

L'étude de danger ammoniac fournie lors de l'accident est incomplète ou à modifier (scénario fuite en combles non étudié, présence de canalisation ammoniac en toiture, proximité de prises d'eau d'autres industries, d'un captage d'eau potable, d'entreprises situées à proximité immédiate de l'installation...).

Un compte rendu d'inspection des tuyauteries contenant de l'ammoniac n'a pas été présenté à l'inspection.

L'exploitant n'a pas présenté sa procédure de contrôle des tuyauteries et le rapport de contrôle périodique des canalisations, comportant notamment un contrôle visuel (corrosion, ...) de celles-ci et de leurs protections.

Certains produits ne sont pas stockés sur un dispositif de rétention notamment au niveau du local de stockage des produits de nettoyage

Présence de cartons, papiers et divers stockages non nécessaires notamment au niveau des combles.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : information service inspection ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées et doit faire l'objet d'un enregistrement sous forme de compte rendu écrit...
<b>Constats :</b> Dans la fiche BARPI de notification de l'accident du 22/10/2023, l'exploitant signale : a) des actions programmées : - Modification du pilotage des vannes d'aspiration BP (prévu le 11/10/23) - Vérification de l'état global du circuit par sondage des canalisations (fin octobre 2023) b) des améliorations envisagées : - Adaptation des équipements pour répondre au besoin de variation de température d'exploitation des chambres. - Mise en place d'extracteurs NH3 au niveau des stations de vannes. L'exploitant doit indiquer à l'inspection la mise en place de ces mesures. Si ce n'est pas le cas il doit expliquer pourquoi il ne veut plus les mettre en place
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 2 : information service inspection ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées et doit faire l'objet d'un enregistrement sous forme de compte rendu écrit...
<b>Constats :</b> Suite à l'accident du 22/09/2023, et à la demande de l'exploitant, la Sté Clauger a rédigé un rapport complémentaire relatif au fonctionnement des postes de distributions NH3 avec des préconisations d'amélioration : « 1. La défaillance humaine n'est pas exclue dans cette analyse, par conséquent nous préconisons d'automatiser ou bien relayer la marche des différents modes de fonctionnement de ces tunnels afin d'interdire un changement brutal des différents modes de fonctionnement pouvant engendrer ce phénomène de dépression / onde de choc. 2. Modifier le fonctionnement de la vanne d'aspiration : s'affranchir d'un fonctionnement en simultanée avec l'électrovanne liquide. 3. Utilisée la vanne de décharge que pour l'utilisation du dégivrage par gaz chaud 4. Contrôler la température ambiante par une injection modulable du liquide dans l'évaporateur et ce quel que soit le mode de fonctionnement choisie 5. Selon les technologies choisies, nous préconisons soit la mise en place d'une vanne motorisée sur l'aspiration soit la mise en place d'une électrovanne (de petit diamètre) de by-pass afin de ramener la pression et donc la température des gaz après un dégivrage lentement à la pression d'évaporation du système. » L'exploitant doit préciser s'il envisage de mettre en œuvre ces préconisations. Si ces mesures ne sont pas retenues, l'exploitant doit expliquer pourquoi?
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 3 : information service inspection ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées et doit faire l'objet d'un enregistrement sous forme de compte rendu écrit...
<b>Constats :</b> L'exploitant doit présenter les comptes-rendus d'inspection périodique des tuyauteries TBP6 à 9 au service d'inspection des icpe
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 4 : Contrôle visuel (corrosion...) des canalisations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 51
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque industriel lors d'un dysfonctionnement de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> ...Leur bon état de conservation doit pouvoir être contrôlé selon les normes et réglementations en vigueur. Ces contrôles donnent lieu à compte rendu et sont conservés durant un an à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant doit présenter sa procédure de contrôle des tuyauteries et le rapport de contrôle périodique des canalisations, comportant notamment un contrôle visuel (corrosion, ...) de celles-ci et de leurs protections, conformément à l'annexe de la circulaire du 10/12/2003 relative à application de l'AM NH3 frigo (A) du 16/07/1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène ; annexe rédigée en concertation avec les représentants de l'Association Française du Froid (AFF). L'exploitant a précisé le jour de l'inspection qu'il a prévu un contrôle d'épaisseur des tuyauteries par ultrason. Le résultat de ce contrôle devra être communiqué à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 5 : EDD STEF 2023 paragraphe 4,2,4,2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, étude de danger
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux d'extinction incendie sont collectées par le même réseau que celui des eaux pluviales de voiries. Un système de ballon d'obturation manuel est mis en place en sortie de site, avant rejet au réseau de ville. En cas d'incendie, le personnel de l'équipe technique va « gonfler » le ballon, ce qui permet de ne pas rejeter les eaux susceptibles d'être polluées au réseau.
<b>Constats :</b> Lors de l'accident du 22/09/2023 les pompiers ont arrosé le nuage d'air ammoniaqué avec un risque potentiel de rejets d'eaux d'extinction et donc de polluants dans le Blavet, situé à proximité immédiate, mais aussi pour le captage AEP en aval et la prise d'eau de Sté Laitière de Pontivy. L'exploitant doit compléter les mesures de prévention prévues au §.4.2.4.2 de l'EDD NH3 du site. - élargir aux eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident (y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie) ; - prendre en compte la vulnérabilité du captage AEP et de la prise d'eau précités. Enfin l'exploitant doit rédiger une consigne relative à la gestion des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident et former les intervenants.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 6 : EDD STEF 2023 paragraphe 9,1,2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, étude de danger
<b>Prescription contrôlée :</b> La fuite d'ammoniac dans les combles n'est pas retenue car l'ammoniac est présent en plus grande quantité dans la salle des machines. De plus, en cas de fuite dans les combles, notamment au niveau des stations de vannes, la fuite serait détectée (détecteurs NH3) et rejetée en extérieur via la ventilation naturelle ou forcée. Dans tous les cas, y compris en cas de dysfonctionnement de la détection – extraction mécanique, l'ammoniac serait rejeté en hauteur (combles sous toiture), après avoir été pré-dilué par l'air occupant le volume des combles. Le risque pour les tiers au sol est bien moindre.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que l'accident du 22/09/2023 concernait une fuite sur un circuit direct NH3. En conséquence, l'exploitant doit compléter et retenir dans son EDD le scénario de fuite sur un circuit direct NH3 notamment en combles où actuellement il n'y a pas d'extraction NH3 ce qui constitue une situation aggravante.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 7 : EDD STEF 2023 paragraphe 10,9,6**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, étude de danger
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les phénomènes dangereux résiduels se situent dans les cases vertes. La mise en place d'une cheminée de 12 mètres en sortie de l'extraction permettra d'atteindre un niveau de risques « acceptable », au sens de la circulaire du 10 mai 2010.</p> <p>Ce niveau de risque repose sur les mesures prévention et de protection (décrite dans les paragraphes 10.7 et 10.9) permettant de diminuer probabilité et la gravité des phénomènes dangereux.</p> <p>Les phénomènes dangereux résiduels n'impactent pas les tiers à l'extérieur du site.</p> <p>Au regard de cette étude de danger on peut considérer le risque généré par l'installation acceptable.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la cheminée d'extraction NH3 est toujours à 6 m de hauteur avec un rejet horizontal;</li> <li>- la modélisation du pH1 (relative à la rupture guillotine de la tuyauterie liquide MP en fond de bouteille MP et rejet dans la SDM avec fonctionnement de la détection – extraction mécanique à 6m de hauteur) met en évidence des effets létaux (SPEL) qui sortent du site à hauteur d'homme.</li> </ul> <p>En conséquence l'exploitant doit urgemment mettre en place une cheminée d'extraction NH3 à 12m de hauteur comme prévu dans son EDD.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : EDD STEF 2023**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13		
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, étude de danger		
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les installations existantes, l'exploitant doit établir une étude des dangers au sens de l'article 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, dans un délai maximum de trois ans.		
<b>Constats :</b> L'étude de danger de mars 2023 de l'installation STEF laisse apparaître des anomalies		
N° page	Article AM 16/07/199 7 NH3 (A)	Anomalies
P9	art 22	Entrée du site non clôturé
P10	art 17	Salle des machines désaffectée mais bouteille BP et certaines canalisations non démantelées
P11	art 10	Le responsable NH3 n'est pas cité
P26	art 42	Incohérence dans les seuils de mise en marche de la ventilation
P26	art 51	Canalisation en toiture protection, contrôle et détection
P26	art 3	Extraction ATEX absente sur les stations de vannes
P 27	Art 50	situation de la bouteille NH3 BP T4 à clarifier
P 31	Art 7	Quantité de NH3 inconnue sur les différents circuits
P 31	Art 6	Existence de consignes de mise en route des évaporateurs ?

P34	art 19	Les entreprises situées à côté de Stef (Le Du et garage évacuées le jour de l'accident ) n'y figurent pas
P 37	art 32	L'enjeu du risque lié à la proximité du Blavet n'y figure pas ; existe t'il un dispositif de rétention des eaux polluées accidentellement
P37	art 32 et 33	La prise d'eau lactalis et le captage d'eau potable non pris en compte dans l'EDD
P 41	art 10	le responsable NH3 n'est pas cité
P42	art 6	Existe t'il une procédure d'intervention en cas de fuite ammoniac ?
P42	art 15	Rappeler qu'en cas d'accident une information du service en charge des icpe doit être effectuée
P43 et 44	Art 9	L'obligation de la visite annuelle NH3 n'est pas indiquée
P44	Art 46-48	Le contrôle des détecteurs incendie est il intégré au contrôle annuel incendie
P45	ART 2	La démonstration de l'aspect coupe feu des panneaux sandwichs du tunnel 4 n'est pas réalisée
P49	Art 33	Comment sont gérées les eaux polluées accidentellement (incendie , NH3...)
P71	Art 3 41	Zonage ATEX et plan des zones de danger NH3 et zones à risques (stockage de produits chimiques) incomplets
P74	art 50	Cas de la BPT4 non évoqué (suivant son emplacement)
P77	art 25	Risque de vibrations non retenu en l'absence d'étude de bruits alors que la circulaire du 10/12/2003 en application de l'article 9 de l'AM NH3 frigo (A) exige l'existence d'une étude relative aux vibrations induites par les équipements motorisés ainsi que le respect de la périodicité ds contrôles définis en accord avec l'inspecteur et au moins une fois tous les trois ans (cf arrêté type 1136)
P82	Art 13	Scénario <b>fuite en combles</b> non retenu sans mmr compensatrices (notamment extraction asservie à la détection)
P85	Art 13	<b>Scénario fuite en toiture non retenu</b> sans mesures de maîtrise des risques sur les canalisations NH3 (absence de détection, rétention...)
P87	Art 13	Le paragraphe 912 précise que les autres scénarios d'accidents envisagés lors de l'analyse des risques ne sont pas modélisés car ...leurs effets directs ou indirects (effets domino) resteraient limités au site ; A revoir car l'accident du 22/09/2023 a démontré que les effets pouvaient sortir du site.
P87	Art 13	Le paragraphe 912 précise que la fuite d'ammoniac dans les combles n'est pas retenue car... la fuite serait détectée et rejetée en extérieur via la ventilation naturelle ou forcée A revoir car l'accident du 22/09/2023 a démontré l'absence d'extraction au niveau des stations de vannes dans les combles
P87	Art 13	Le paragraphe 912 précise que la fuite d'ammoniac de la tuyauterie située en toiture vers la chambre 9 n'est pas retenue car... l'ammoniac est présent en plus grand quantité dans les silles des machines . De plus en cas de fuite en toiture (environ 12 m du sol), l'ammoniac serait dilué par l'air ambiant en hauteur. Le risque pour les tiers au sol est bien moindre. A revoir l'absence de détection et de rétention en toiture.
P96		<b>Attention, des effets létaux qui sortent du site à hauteur d'homme tant que la cheminée d'extraction NH3 n'est pas en place à 12 m</b>



P97		Il manque les cercles des SELS et SPEL ainsi que la limite de propriété sur les graphiques
P108		Absence de démonstration que la voie routière fait moins de 100 véhicules par jour
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale		
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois		

#### N° 9 : stockage sur rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositif de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal...
<b>Constats :</b> Des produits avec mentions de danger ne sont pas stockés sur un dispositif de rétention notamment dans le local de stockage des produits de nettoyage
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 10 : gestion des risques d'incendie et d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2007, article 7,1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rangement
<b>Prescription contrôlée :</b> Ne sont conservées dans les zones de dangers que les quantités de matières inflammables ou explosibles strictement nécessaires pour le travail de la journée et le travail en cours. En dehors des produits nécessaires à la fabrication, l'usage de tout produit ou matériaux combustibles est limité au strict minimum indispensable.
<b>Constats :</b> Présences de cartons, papiers et divers stockages non nécessaires notamment au niveau des combles
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois